

**LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION
DE LA VIE CULTURELLE
DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE
SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE DE 1940 A 1944
(1ère partie)
par M. Henri HIEGEL**

L'armée allemande, qui occupa Metz le 17 juin 1940, désigna le 24 juillet l'allemand comme langue officielle du département de la Moselle, appelé désormais *Lothringen*, c'est-à-dire Lorraine. Nommé depuis le 13 mai chef de l'administration civile du territoire lorrain occupé, le Gauleiter Josef Bürckel de la *Saarplatz* reçut le 6 août de Hitler l'ordre de germaniser la province conquise dans un délai de dix ans. Bürckel répondit le 13 août à Hitler que ce serait fait dans un délai de cinq ans. Quand il entra officiellement à Metz le 21 septembre, Bürckel déclara avoir la mission de faire disparaître rapidement le « vernis français », imposé durant le rattachement à la France, et de germaniser les « frères de race germanique, égarés au cours de l'histoire ».

I) L'introduction de la langue allemande

Le 26 octobre 1940 à Thionville Bürckel déclara qu'en Lorraine ne pouvait être un Allemand ou devenir un citoyen allemand que celui qui parlait à tout moment et partout l'allemand, car si on tolérait le français, la France pourrait continuer à revendiquer cette province. C'était la justification de l'expulsion de 60 000 francophones des régions messines et de la Seille entre le 11 et le 21 novembre 1940. Dès le 10 septembre 1940 la langue allemande devint la seule langue officielle de l'administration. Seule pour les interrogatoires de justice et la rédaction d'actes notariaux une autre langue était permise, si la situation l'exigeait. A partir du 24 septembre les registres d'état-civil devaient être rédigés en allemand et les formulaires en français étaient proscrits. Le 14 septembre il fut interdit à Metz aux ecclésiastiques des confessions catholiques et protestantes de prêcher en français et le 1er novembre l'interdiction fut étendue à tout le département. Cependant Mgr Albert Louis, qui remplaçait son évêque expulsé, refusa d'approuver cette mesure et les prêtres catholiques continuaient à prêcher, à confesser et à enseigner en français, quand les fidèles ne savaient que le français. Par ordonnance du 10 février 1941 seul l'emploi de la langue allemande était permis dans les écoles. Par ordonnance du 24 avril 1941 aucun Lorrain ne pouvait obtenir le titre de compagnon ou de maître sans avoir de bonnes connaissances en allemand et par ordonnance du 3 février 1942 les brevets, obtenus du 15 novembre 1918 au 1er juillet 1940 perdaient leur

LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION

valeur, à moins que le *Kreisleiter* ne certifiât que le candidat sût convenablement l'allemand et s'en servît dans la vie courante. S'appuyant sur l'ordonnance du 24 avril 1941 l'Organisation des travailleurs allemands ou la *Deutsche Arbeitsfront* demanda aux directeurs d'usines et aux artisans de n'employer que l'allemand pour s'entretenir avec leur personnel et de ne rédiger les formulaires qu'en allemand. Remarquons que, comme le français, le polonais était interdit, alors que l'italien était autorisé jusqu'en 1943.

Pour inciter les Lorrains à parler l'allemand furent affichées obligatoirement les inscriptions : *Hier wird Deutsch gesprochen* (Ici on parle l'allemand). La D.A.F. recommanda aux directeurs d'usines et aux artisans de mettre sur les machines des écriveaux, portant le slogan : *Deutsch das Land, Deutsch sein Volk, Deutsch seine Sprache* (Le pays est allemand, son peuple est allemand, sa langue est l'allemand). A partir du 24 avril 1941 sur ordre de Bürckel, les jeunes, âgés de 14 à 21 ans et qui étaient sortis de l'école primaire, durent suivre des cours spéciaux d'allemand pendant trois mois, sous peine d'une amende de 150 Mark, et ne furent dispensés qu'après avoir passé un examen de contrôle de leurs connaissances de la langue allemande. Les enseignants lorrains recalèrent le moins possible de candidats en signe de protestation.

Quels furent les résultats de ces incitations à apprendre et à parler l'allemand ? Le 4 décembre 1940 le maire d'Ars-sur-Moselle traita ses administrés, qui continuaient à se servir du français, quoique sachant l'allemand, de traîtres à la cause allemande. Le 10 janvier 1941 le président de la police de la région Metz - Thionville constata que les Lorrains, et même les jeunes, reparlaient le français comme avant 1940. D'après un rapport de police du 11 janvier on continuait à parler le français en famille et d'après un rapport de la gendarmerie on se remettait à parler le français depuis quelques semaines dans les arrondissements de Metz, Thionville et Saint-Avold. Le 6 février, les autorités allemandes reconnurent qu'on parlait à Metz et Thionville le français dans les rues, les restaurants, les magasins et même dans l'administration. A la Société métallurgique de Thionville les cadres donnaient encore en mars 1941 les ordres en français et en avril le maire de Metz se plaignait que des fonctionnaires s'entretenaient exclusivement en français. Aussi, le 19 avril, le maire de Metz et le Lorrain Eugène Foulé, devenu le remplaçant de Bürckel dans la «*Deutsche Volksgemeinschaft Lothringen*» ou «Communauté du peuple allemand en Lorraine», demandèrent à Metz à leurs compatriotes, qui par leur commodité et paresse parlaient le français, d'employer l'allemand et menaçèrent de mesures draconiennes, telles que les expulsions et les transplantations les *sture lothringer Köpfe* (les têtes carrées de Lorrains), qui étaient la victime

de complexes d'opposition. Au mois d'août la *Metzer Zeitung am Abend* constata que depuis l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Russie en juin le français se répandait à nouveau dans le grand public. Le 5 novembre, Foulé fustigea à Sarreguemines les «spéculateurs et les maquignons politiques», qui refusaient de parler l'allemand. Le 17 mars 1942 un journal de Hamburg fut tout heureux d'annoncer que par la création des écoles maternelles, des cours du soir, de la *Hitler-Jugend* et l'arrivée d'instituteurs fanatiques, on avait regagné à la germanité 70 000 jeunes dans la région messine. Cependant le 22 janvier 1943 à l'étage supérieur du Syndicat d'Initiative de Metz on parlait et chantait la nuit en français d'après une plainte du *Kreishrengericht* de Metz-Campagne. Le 5 avril 1943 un officier supérieur de la S.S. rapporta que les jeunes filles du lycée de Dieuze s'entretenaient ostensiblement en français et le 18 février 1944 la police de Hagondange, que les nouvelles se transmettaient en français : *es wird viel getuschelt, selbstverständlich in französischer Sprache*. En présence d'Allemands, les Mosellans de Metz et du Saulnois se servaient du patois roman et ceux de l'Est Mosellan, du patois francique, pour qu'ils ne comprennent pas ce qu'on disait.

II) L'introduction du salut hitlérien

Dès le début de l'occupation les Lorrains furent invités à saluer non plus à la française par «bonjour», «bonsoir» ou à la façon lorraine par «salu» ou même de la façon allemande par «*Guten Tag, Guten Morgen, Guten Abend, auf Wiedersehen*», mais à la façon hitlérienne en levant bien haut le bras droit et en prononçant bien fort le «*Heil Hitler*». La plupart des Lorrains avaient beaucoup de peine à lever le bras bien haut et bien souvent le «*Heil Hitler*» était peu audible, devenant souvent «*Drei Liter*» (trois litres (de rouge)). La gendarmerie de Sarreguemines dut constater le 22 septembre 1940 que les habitants n'aimaient pas se servir de ce salut. Par contre on put lire dans la *Westmark* du 8 février 1941 que les Forbachois s'en servirent en général, car «Forbach était une ville allemande». Pourtant que de Lorrains se firent rabrouer pour omission du salut ! Certains Lorrains finissaient les écrits avec le slogan «*mit lothringischem Gruss*» au lieu de «*mit deutschem Gruss*» ou «*Heil Hitler*».

III) La germanisation des prénoms et noms de familles, des noms de localités et de rues

Le 28 septembre Bürckel ordonna d'écrire les prénoms et les noms de famille à l'allemande. Ainsi les prénoms Henri, Charles, François et Germaine devenaient *Heinrich, Karl, Franz et Germania* (au lieu de Germana d'avant 1918) et les noms de Bour, Claude, Loux, *Bur, Klaus et Lux*.

LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION

Comme Mgr Louis vint confirmer les enfants d'une paroisse de la région de Thionville, le curé appela une fille «*Germania*», prénom imposé par l'occupant. Aussitôt Mgr Louis de lui dire : «*Germania delenda est*» (la Germanie doit être détruite), en imitant Caton l'ancien qui demandait à tout propos que Carthage devait être détruit. Si le prénom n'existait pas en allemand, il fallait choisir un autre nom. Ainsi le prénom Isidore fut changé en *Friedrich*, parce qu'il était présumé être d'origine juive. A partir de 1943 les services de l'état-civil de Forbach, Sarreguemines et Sarrebourg refusèrent les prénoms latinisés, comme Claudius, Remigius et Renatus et les prénoms soi-disant français, comme Gaston, Roger, Odette, Yvette. Le prénom Roger devint *Rüdiger*.

Le géographe et pangermaniste Friedrich Metz, directeur de l'institut alémanique de Fribourg-en-Brigau, était d'accord avec la germanisation des prénoms, mais il protesta le 14 février 1941 auprès du Ministère de l'Intérieur contre celle des noms de famille, propriété sacrée des familles, d'autant plus qu'en Allemagne un certain nombre de familles portaient des noms français, en particulier les descendants des Huguenots immigrés, mais Hitler était d'avis qu'il ne fallait pas invoquer cet argument, les détenteurs de ces noms ayant émigré en Allemagne de leur plein gré et les Alsaciens, Lorrains et Luxembourgeois, qui portaient des noms de famille français et désiraient devenir allemands, étant sédentaires. Une enquête faite par le *Westmark-Institut* de Kaiserslautern prouva que 60 % des noms de famille français en Lorraine et dans le reste du *Gau Westmark* étaient des noms germaniques romanisés. Ainsi About viendrait d'*Adalbold*, Brion d'*Albrich* et Gautier de *Walter*. Le même institut proposa de traduire les noms romans Dehé et de La Haie en *Hecke* et *Haag*, Pierron en *Berang*, Houlard ou Huillier en *Öhlenschläger*, Touba ou Etienne en *Steff* ou *Stephan* et Vacherot en *Hirt*. Au même moment des études sur les races en Lorraine, faites avant 1939 et après 1940 sur les volontaires et les Malgré-Nous de l'armée allemande et les recrues du Service du Travail, cherchaient à prouver que la race nordique prédominait en Lorraine, toutefois romanisée depuis la Guerre de Trente Ans.

Par deux ordonnances du 29 août 1942 l'administration était autorisée à germaniser les noms de famille, qui avaient été romanisés en se basant sur une liste de noms, établie par le *Gauschulungsamt* d'après des principes ethnologiques et linguistiques, à moins que des familles, portant des noms étrangers, ne les demandassent elles-mêmes jusqu'au 31 décembre 1942. Ainsi furent changés à partir de mars 1943 : Foulé en *Fulle*, Bouton en *Balden*, Gaultier en *Walter*, Dupont en *Brückner*, Bonicho en *Borner*, Schoué en *Schuher*, Mouzard en *Mossert*, Druard en *Uhland*, François en *Wagner*, Bour en *Bauer*. Un habitant de Stiring-Wendel changea son nom de Potier

en *Toepfer*. Le chef-adjoint de la D.V.G. et maire de Sarreguemines, Eugène Foulé, écrivit en 1941/42 son nom en Foulé, Foullé, Foule, Fouler, Fuller et finalement en Fulle. Le cheminot Dupont ou *Brückner*, de Rémelfing, fut privé en 1945 de son emploi et se suicida. Comme en Alsace, on aimait à raconter que le nom de famille Lagarde avait été germanisé en *Wache* en 1871, francisé en *Vache* en 1919 et germanisé en *Kuh* en 1942 et deviendrait à la Libération le «cul» (le derrière d'un homme). Dans le discours de Metz du 29 août 1942, où il annonça aussi l'octroi de la nationalité allemande aux Lorrains et l'introduction du service militaire, Bürckel justifia la germanisation des noms de famille étrangers, sous prétexte que c'étaient en grande partie des noms germaniques romanisés, de même que les appellations des localités et que, si on les conservait, «l'ennemi», c'est-à-dire la France, pourrait à nouveau présenter des revendications territoriales. «Ce qui, dit-il, était allemand, devait le redevenir. Ceux qui refuseraient cette germanisation feraient injure à leurs ancêtres». D'après un rapport des services de Sécurité du 4 septembre 1942 l'opinion publique déniait aux autorités allemandes le droit de changer les noms de famille, en usage depuis des siècles.

Dès l'occupation du département de la Moselle en juin, les autorités militaires reprirent les appellations de localités de 1915-1917. Le 6 août 1940 Hitler demanda à Bürckel de les germaniser plus radicalement et à la Poste de retourner les lettres avec la mention «inconnu» aux expéditeurs, qui se servaient des noms de localités en français. Le 13 août Bürckel se plaignit que la *Wehrmacht* ait exigé d'écrire sur les panneaux des localités sous les noms allemands en petites lettres les noms français, pour qu'on pût se servir des cartes géographiques, et il demanda l'établissement de nouvelles cartes, ne comportant que les noms allemands. L'administration commença par germaniser les noms de 738 des 764 communes françaises en s'inspirant plus ou moins des appellations de 1915-1917 ou en les changeant arbitrairement suivant des ressemblances ou des circonstances. Se rendant compte que ces nouvelles appellations manquaient fréquemment de bases scientifiques, Bürckel demanda le 2 septembre au *Saarpfälzische Institut für Landes- und Volksforschung* de Kaiserslautern de germaniser les noms des annexes des communes. Le chef des services culturels du *Gau Saarpfalz* lui répondit le 14 qu'il lui fallait un certain délai pour exécuter ce travail d'une façon convenable et il en chargea le savant philologue et étymologiste Karl Christmann, de Kaiserslautern, puis en 1941 l'*Institut Lorrain* à Metz, dirigé par Christian Hallier, ancien attaché de l'*Institut des Alsaciens-Lorrains dans le Reich* à Francfort-sur-le-Main, et finalement le *Service des Statistiques* de Sarrebruck. Le professeur Christmann à son tour justifia son travail en ces termes : *auch hier fordert die seinerzeitliche Verwelschung jetzt Entwelschung.*

LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION

On garda les noms de batailles de 1870/71 et de 1914/18 comme Gravelotte, Saint-Privat, Vionville et Lagarde. Toutefois Rezonville devint *Resenweiler*. Le nom de Hoste fut remplacé par *Petersruhe* en souvenir du *S.A. Sturmbannführer* et maire d'Annweiler, Palatinat, Fritz Peters, tué en juin 1940 près de cette localité. Les distinctifs de «Lorraine» disparurent dans Buhl-Lorraine et Bisten-en-Lorraine. Par contre le distinctif «*Westmark*» fut donné à 107 localités, comme Sarrebourg, Hayange et Forbach. En général les terminaisons en *ange*, en *y*, le domaine d'un gallo-romain, et en *eux* furent changées en *ingen*, signifiant «les gens» d'un chef germanique. Ainsi Hayange devint *Hayingen* et Augny, *Auningen*. Parfois la terminaison *y* fut changée comme la philologie le demandait, en *ich* ou *ach*. Ce fut le cas pour Ancy-sur-Moselle devenu *Anzig*, Coincy devenu *Kontich*, Gremcey devenu *Gremtsich*, Saily devenu *Sallach* et Jouy-aux-Arches devenu *Gaudach*. Les *-court* furent changés en *-hofen* ou *-hausen*, les *-viller* en *dorf* ou *weiler* et *hausen*, le patois *-troff* en *dorf*, les *-house* en *hausen*. Parfois on aboutit à des faux sens : Diane-Capelle fut changé en *Jägersdorf*, parce qu'on prit «Diane» pour un terme de chasse, alors que le village avait été fondé en 1611 en l'honneur de la princesse Diane de Croy, dame de Fénétrange. Comme on ignorait que Donnelay était le nom germanique romanisé de *Dunningen*, on préféra le nouveau nom de *Karpsendorf*, le village des carpes. Le nom de Montbronn, appelé Mombronn en 1871, fut traduit en *Bergbrunn*, alors qu'à l'origine c'est sans doute un *Mannenburne*, la source de Manno; le nom de Dain-en-Saulnois, devenu *Damm*, est le nom celtique *dun*, la hauteur fortifiée et non pas la digue. Juville ou *Jungweiler* est la localité de l'homme latin *Jovis* et non pas du jeune homme ou encore la localité neuve. On a ignoré que Manhoué, devenue *Manwald*, signifie «le grand gué». Par la fantaisie administrative Saint-Louis-lès-Phalsbourg est devenu *Heiersberg*, Assenoncourt : *Hesselsdorf*, Ennery : *Hochschloss*, Porcellette : *Grünwald*, Fonteny : *Springen*, Flévy : *Karlshofen*, Givrycourt : *Gierenhofen*, Jury : *Gieringen*, Les Etangs : *Teckenhof*, Pange : *Spangen a-d-Nied*, Tincry : *Dinkirchen*, Faily : *Failen*. En général les graphies de 1940 diffèrent considérablement de celles de 1915-17. Ainsi Arry appelé à juste titre *Arrich*, devint *Aringen*, Arriance ou *Argenchen* : *Argen*, Ancerville ou *Anserweiler* : *Answeiler*, Antilly ou *Antullen* : *Antingen*. On a changé les noms non seulement en Moselle romane, mais aussi en Moselle germanophone. Ainsi Hilsprich devint *Hilsberg*, Bérig : *Berg*, Gros-Réderching : *Grosreding*, Petit-Réderching : *Kleinredingen*, Montbronn : *Bergbrunn*. L'archiviste de Sarreguemines demanda vainement au *Kreisleiter* de l'arrondissement de revoir ces changements peu scientifiques en faisant valoir, par exemple, que Gros-Réderching signifiait «chez les gens de Roderich». En général les Lorrains ne tenaient pas compte de ces nouvelles appellations de localités et feignaient de les ignorer, quand les Allemands les leur demandaient.

Le 6 août 1940 Hitler exprima le désir que les noms de rues fussent changés dans les trois mois. Dès le 1er août 112 rues de Metz avaient reçu des appellations allemandes, le 21 août une centaine à Montigny, le 25, 70 à Forbach et le 31, 14 à Uckange, 7 à Sarrebourg, 45 à Moyeuvre-Grande et 20 à Hayange. Dans la ville évacuée de Sarreguemines l'administration n'effectua ce changement que le 7 septembre. A Metz on commença à coller le 28 juillet sur les plaques françaises du papier portant les nouvelles appellations, puis on les remplaça jusqu'en été 1944 par des plaques en émail bleu. Dans la plupart des localités les ouvriers lorrains conservèrent soigneusement les plaques françaises, de façon à pouvoir les remettre rapidement lors de la Libération. Chaque grande et moyenne localité avait sa rue et sa place «Adolf Hitler». La plupart des rues furent nommées d'après les noms des grands chefs du national-socialisme, de héros allemands, de généraux, de musiciens, de poètes et de philosophes. Metz, Saint-Avold et Sarreguemines eurent une rue du séparatiste alsacien Karl Roos, fusillé à Nancy en février 1940 par les Français comme espion allemand. A la suite de la fuite de Rudolf Hess, le remplaçant de Hitler, en Angleterre, le 10 mai 1941, il fallut changer ce nom. A Sarreguemines on ne le fit que le 21 août 1943 en créant la rue des S.A. ou des sections d'assaut. Mais les Sarregueminois appelaient cette rue «la rue de l'Angleterre». Un plaisantin fit de Hesse, appelé en 1940 *Hessen-am-Kanal*, *Hess über dem Kanal* (le Hess au-delà du Canal). Dès juillet 1940 la Wehrmacht avait rétabli des appellations d'avant 1918 à Metz, mais le 6 août Hitler exprima son désir de voir disparaître les appellations de l'ère wilhelmienne, comme la *Kaiser Wilhelmstrasse* et les noms des généraux de 1870/71. La première dénomination fut remplacée par la *Hindenburgstrasse*. Par inattention des autorités municipales de Sarreguemines, l'appellation «Ernest Hauth», médecin francophile d'avant 1914, et incarcéré en 1914-15 à Bitche, puis à Heilbronn, subsista jusqu'au 11 janvier 1944 et ne fut supprimée que sur la demande d'un Allemand. Le maire de Metz traduisit en 1940 la «sente à My», existant au Sablon depuis le XVIIIe siècle et signifiant «le sentier du milieu», par «Sentier de Sainte-Amie», «*Sankt Amie-Pfad*», en inventant de toutes pièces une sainte.

IV) La destruction des affiches, inscriptions, enseignes et monuments, libellés en français ou rappelant l'appartenance à la France

Le 6 août 1940 Hitler demanda leur destruction dans les trois mois. Aussi en août et septembre des équipes d'ouvriers détruisirent-ils les affiches françaises et badigeonnèrent-ils les enseignes commerciales. Dans l'arrondissement de Boulay le *Kreisleiter* ne disposait que de deux peintres pour ce travail. Dans l'arrondissement de Thionville, on remplaça les ensei-

LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION

gnes commerciales françaises par des enseignes allemandes, avec retard, faute de personnel et de matériel. Les enseignes des professions libérales disparurent peu à peu ou furent surchargées de cartons, au risque de réapparaître. Il en fut de même à Metz des inscriptions «sonnez, poussez, tirez» à l'extérieur ou à l'intérieur des maisons. D'après l'ordonnance de police du 8 mars 1943, les bateaux lorrains, de la Moselle et de la Sarre, durent comporter des noms allemands. A Boulay, le maire fit effacer les mots «République Française, Liberté, Egalité, Fraternité» sur la façade de l'hôtel-de-ville, mais les jours de pluie la pierre humide les laissait réapparaître. Sur le monument aux morts de guerre de Metz fut inscrit : Ils moururent pour le Reich, *Sie starben für das Reich*. Le monument de Sarreguemines reçut l'inscription : *Unseren für Deutschland gefallenen Helden* au lieu de : à nos morts. Le maire de Metz voulut faire effacer les inscriptions sur certaines tombes du cimetière de l'est, mais Bürckel ordonna de ne pas toucher aux inscriptions des cimetières et des églises. Le S.D. de Sarreguemines voulut faire changer des inscriptions identiques, ce qui provoqua la protestation du clergé et de l'archiviste de la ville. A Saint-Avold et Sarreguemines les autorités proposèrent de supprimer dans leurs armoiries la croix de Lorraine, devenue l'emblème de la France libre à Londres et de la Résistance, et de rendre à l'alérion les pattes et le bec, de manière à ressembler à l'aigle du Reich, mais en 1943 le maire de Sarreguemines remit cette affaire à l'après-guerre, après avoir eu un avis défavorable de l'archiviste municipal.

Les autorités allemandes firent particulièrement la chasse aux monuments et statues rappelant plus ou moins la France, comme d'ailleurs elles détruisirent la plupart des synagogues et objets de culte juif. La plupart des monuments aux morts furent modifiés. Tel fut le cas de celui de Metz. En janvier 1941 le maire allemand de Sarreguemines fut d'avis que celui de la ville manquait d'esthétique. Toutefois la continuation de la guerre ne permettait pas un changement. A Château-Salins le monument fut par contre remplacé par un obélisque en bois, orné de l'aigle et de diverses inscriptions en l'honneur de l'Allemagne et du Parti. Caché dans une remise, il put être remonté le 14 juillet 1947. La plupart des monuments, érigés sur les champs de bataille autour de Metz et de Sarrebourg, furent conservés, mais à Oermingen, Bas-Rhin, la H.J. renversa le monument, érigé en l'honneur de neuf aviateurs français, tombés le 14 février 1917. A Metz on enleva les statues de Ney, Lafayette, Mangin, Saint-Louis, Albert 1er, Pilâtre de Rozier, Deroulède, Verlaine, Fabert, du Poilu de la Victoire et du Gaulois de la gare. Seules celles de Saint-Louis, Ney et Fabert furent retrouvées en 1944. Le maire fit raser les moustaches du prophète Daniel de la cathédrale, qui ressemblait à Guillaume II. Le même maire voulut faire disparaître la statue de la Sainte Vierge, place Saint-Jacques où s'était déroulée la protesta-

tion de la population messine le 15 août 1940. On lui fit remarquer que cette statue avait été érigée à la suite d'un vœu de l'évêque allemand Mgr Benzler. La mère de Bürckel, une fervente catholique, pria sans doute son fils de ne pas toucher à ce monument. Il paraît aussi que certains Allemands crurent que la Sainte Vierge, au bras gauche levé, apprenait aux Lorrains à saluer à la mode hitlérienne, pourtant exécutée avec le bras droit. La plupart des statues de Jeanne d'Arc purent être conservées dans les églises, car cette sainte paraissait être la nièce de la reine Isabeau de Bavière et pouvait servir au rapprochement franco-allemand. Seule la statue, érigée devant l'église de Montigny, devait être enlevée, mais fut finalement conservée en étant camouflée contre les bombardements aériens. Enfin les vespasiennes de Metz semblaient être aux Allemands des monuments français. Le 21 septembre 1940 le maire de Metz les fit supprimer, sous prétexte qu'elles étaient agréables «aux ennemis occidentaux de l'Allemagne», mais que tout bon Allemand devait les réprover, parce qu'il était trop poli, et demanda en plus aux Messins de ne plus se servir des rues et des coins de maisons de la ville «allemande» pour satisfaire leur besoin naturel.

V) La destruction des arbres de la Libération de 1918, des toitures à tuiles romanes et des livres et drapeaux français

Dans certaines localités les autorités allemandes coupèrent les arbres, plantés en souvenir de la Libération de 1918. Les habitants de Héming sauvèrent un tel arbre en l'entourant d'un tas de pierres. Les entrepreneurs allemands aimaient à détruire en Lorraine romane et même thioise les toitures de tuiles creuses ou canal, sous prétexte qu'elles constituaient un symbole de la civilisation française, jusqu'au jour où Bürckel se rendit compte que ces tuiles existaient aussi en Italie, en Espagne, Grèce et ailleurs. Des historiens mosellans et même allemands le lui avaient fait comprendre à grand-peine et au risque de devenir suspects.

Des autodafés de drapeaux et de livres français eurent lieu dans les principales villes mosellanes. Avec la complicité d'anciens gradés de l'armée impériale, des drapeaux et des livres soi-disant pervers furent brûlés solennellement sous le slogan «tout ce qui est français doit être détruit à la racine», à Sarreguemines dès le 12 septembre 1940. A Metz un journaliste de *l'Humanité*, rallié au *Parti populaire français* de Doriot, présida le 21 septembre à la destruction des bustes de la République française, de bérets basques, de livres et drapeaux. Conserver un drapeau français était suspect, de même que de ne pas pavoiser du drapeau hitlérien. Pavoiser une maison ou un édifice du drapeau français était repréhensible suivant une ordonnance militaire. En janvier 1941 la direction de la D.V.G. invita les

LA GERMANISATION ET LA NAZIFICATION

Lorrains à détruire tous les écrits français sous le slogan «*Französische Schriften hinaus aus jedem Haus*». Le 6 août 1941 les services de la Sécurité recherchèrent dans les arrondissements de Château-Salins, Sarrebourg et Sarreguemines une brochure de propagande, écrite en 1920 par un pasteur de Bischviller et prétendant que si les Allemands revenaient en Alsace-Lorraine, ils chasseraient tous les habitants, ce qui fut effectivement le cas pour 120 000 Lorrains de 1940 à 1943. Une telle brochure fut trouvée dans les archives de la commune évacuée de Schweyen près de Volmunster.

VI) Les recommandations vestimentaires et postales

Le 6 août 1940 Hitler souhaita qu'on ne portât plus en Lorraine d'uniformes français, y compris ceux des pompiers et des suisses d'église et une ordonnance de police du 23 juin 1941 en précisa la défense. En décembre 1940, à Forbach, il fut interdit de porter les insignes de la Croix-Rouge française. En octobre 1940 des conférenciers du Parti et de la D.A.F. demandèrent aux habitants de Fontoy de ne plus porter le béret basque qui rappelait aux Allemands les temps de l'occupation de la Rhénanie et de la Ruhr. En décembre le *Kreisleiter* de Thionville prétendit que le béret basque était le symbole de l'obscurantisme français et juif, *eine Geistesverdunklungskappe, eine Jundenmütze*. La Chambre de Commerce de Metz fit suspendre la vente de cette coiffure dans les magasins le 26 avril 1941. lement le béret basque, quoique le *Sicherheitsdienst* le lui demandât. De sa propre autorité le chef du S.D. de Sarreguemines en interdit le port le 21 mai et le maire, en en recevant l'avis, s'étonna qu'on pouvait acheter la coiffure à Sarrebruck et dans le reste de l'Allemagne. En novembre 1941 un membre de la S.A. arracha le béret à des clients d'un café de Théding. En août 1942 des journalistes allemands constatèrent que les Messins le portaient encore. Comme l'instituteur allemand de Singling défendit à ses élèves de porter le béret, les enfants vinrent en classe, portant les chapeaux, beaucoup trop grands, de leurs pères et grands-pères. Ne trouvant plus de bérets dans les magasins, les jeunes de Guentrange les remplacèrent par des canotiers.

Le 29 octobre 1941 le maire lorrain de Sarreguemines rappela à ses employés qu'il fallait signer lisiblement les actes de la mairie et d'indiquer les adresses à l'allemande, c'est-à-dire la localité, puis la rue et le numéro, contrairement à l'habitude française.

En conclusion la germanisation du département de la Moselle commença dès l'occupation par l'armée allemande, quoique la convention d'armistice du 25 juin 1940 ne contînt aucune clause de cession à l'Allemagne. Le Gauleiter Bürckel promit dès le 13 août à Hitler de germaniser la

ERRATA

page 108

après la 20ème ligne «... 26 avril 1941.»

il manque

«Contrairement à son collègue d'Alsace, Bürckel refusa de défendre officiel-»

province française dans un délai de 5 ans. Dès le 10 septembre la langue allemande devint la seule langue de l'administration. Par ordonnance du 10 février 1941 l'enseignement fut la langue obligatoire de l'école primaire. Mais la plupart des Lorrains continuèrent à converser en français, par opposition à l'occupant et ne se servirent du salut hitlérien qu'en cas de nécessité absolue. Les prénoms et les noms de famille furent germanisés, de même que 738 sur 764 noms de communes et les appellations de rues. Les autorités nationales-socialistes adoptèrent souvent des noms de localités, de famille, de rues et des prénoms, différents de ceux en usage après 1871 et même en 1915-1917. Elles détruisirent les affiches, inscriptions, enseignes et monuments, libellés en français ou rappelant l'appartenance à la France, les arbres de la Libération de 1918, les toitures à tuiles romanes, les livres en français et les drapeaux. Il était interdit de porter des uniformes français, dont le béret basque, et on recommandait de libeller les lettres à l'allemande. La majeure partie des Mosellans fut réfractaire à la débauche de germanisation et de propagande nationale-socialiste, qui hâta en 1945 la francisation de la Lorraine thioise et affaiblit au contraire son entité ancestrale, mais qui détruisit aussi en grande partie de 1940 à 1945 l'entité de la Lorraine romane.

Sources : Dieter Wolfanger, *Die nationalsozialistische Politik in Lothringen 1940-1945*, Sarrebruck, 1977, 283 p., avec traduction française, éditions Pierron, Sarreguemines, 1982, 183 p.; J. Annéser, *Vautours sur la Lorraine*, Metz, 1948, 117 p.; Jacques Lorraine, *Les Allemands en France*, Paris, 1945, 349 p.; Jean Burger, *En Moselle : Résistance et tragédies pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Metz, 1976, 178 p.; Eugène Heiser, *La tragédie lorraine 1939-45*, Sarreguemines, éditions Pierron, 3 vol., 1978-1979-1983, 288 - 416 et 283 p.; Karl Christmann, *Der deutsche Charakter Lothringens*, Berlin, 1942, 71 p.; Archives départementales de la Moselle, Metz; Archives municipales de Sarreguemines, section photographique et série D III, Sarreguemines 1940-1945.